



Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

**34ème session du Congrès  
27-28 mars 2018**

**Identité régionale et intégrité de l'État-nation**

## **Comment combler le fossé entre l'unité et la diversité?**

**Luís LEITE RAMOS, premier vice-président, Commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable de l'APCE, rapporteur général de l'APCE sur les pouvoirs locaux et régionaux**

---

Mes Excellences,  
Mesdames et messieurs,  
Chers collègues,

### **1. Introduction**

C'est un grand plaisir pour moi de m'adresser à vous aujourd'hui en qualité de rapporteur général sur les pouvoirs locaux et régionaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. À ce titre, je suis de très près les activités et les débats qui se déroulent au Congrès. Je suis convaincu que le Congrès joue un rôle crucial dans la promotion et la protection des valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe - les droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit. Il fournit également un forum essentiel pour débattre des questions difficiles, pour partager nos expériences et pour développer des solutions communes aux défis nouveaux et émergents.

J'ai également un intérêt particulier pour notre débat d'aujourd'hui, car je prépare actuellement un rapport sur "Le rôle des autorités nationales pour assurer le succès des processus de décentralisation".

Nous prévoyons d'organiser un débat sur ce rapport lors de la session plénière de l'Assemblée parlementaire en octobre prochain. La présidente du Congrès sera invitée à ce débat. Alors que le sujet de la décentralisation est plus étendu que celui du développement régional dans la mesure qu'il couvre toute sorte de transmission des responsabilités des autorités nationales vers les autorités locales et régionales, ces sujets sont certainement très étroitement liés. Je suis ravi d'avoir l'occasion d'explorer ces thèmes avec vous et de proposer un certain nombre de questions pour notre discussion.

## **2. Identité régionale - une menace ou une opportunité?**

L'identité régionale est une force puissante pour le développement. Il a produit des résultats remarquables dans de nombreuses régions d'Europe. Que ce soit en Finlande, en Allemagne, en Italie ou au Portugal, nous avons vu de nombreux exemples sur la manière dont les régions peuvent s'émanciper, se développer et aider les autres à se développer également. Les Açores, région autonome portugaise, par ailleurs une des plus belles au monde, - nous avons le privilège d'avoir aujourd'hui ici avec nous la Présidente du Parlement régional, Mme Ana Pereira Luís - est un très bon exemple de cette capacité d'affirmation et de développement. Ne devrait-ce pas être l'objectif de tous nos pays, de donner aux régions autant de responsabilités qu'elles sont prêtes à en prendre, et de les soutenir dans l'accomplissement de ces responsabilités avec succès?

Dans le même temps, une identité régionale forte peut être considérée comme une menace pour l'intégrité nationale. Nous en avons vu des illustrations frappantes avec les événements récents en Espagne. Mais pratiquement tout État se méfie de l'effet « domino » potentiel que l'indépendance accordée ailleurs pourrait avoir sur les communautés dans sa propre juridiction.

En effet, l'État n'est-il pas le garant de la stabilité et de la sécurité du peuple dans sa juridiction, et n'a-t-il pas une préoccupation et une responsabilité légitimes pour l'intégrité de son propre territoire?

## **3. Mettre un terme aux conflits "gelés" à l'intérieur des pays - une responsabilité partagée**

Malheureusement, nous avons constaté dans de nombreuses parties de l'Europe que les aspirations régionales ont conduit à des conflits "gelés" ou violents à l'intérieur des pays. Ces conflits sapent le développement économique, épuisent les maigres ressources financières et humaines et ont un effet négatif durable sur la vie des gens et, dans les cas extrêmes, mènent à la perte de vies humaines. Non seulement ces conflits constituent une menace pour la sécurité et la stabilité de notre continent, mais ils constituent également une tragédie humaine et une honte pour l'Europe, berceau de la démocratie. Et dans de nombreux cas, ces conflits ne peuvent pas être résolus par un seul pays.

Cela ne devrait-il pas être notre préoccupation commune? Cela ne devrait-il pas être notre responsabilité partagée? Ne devrions-nous pas tous faire ce que nous pouvons pour résoudre et prévenir de tels conflits en Europe? Et ne devrions-nous pas donner l'exemple au reste du monde sur la façon dont cela pourrait être fait?

#### **4. Qu'est-ce qui fait que la décentralisation fonctionne bien?**

Déjà en 2003, l'Assemblée parlementaire a publié un rapport sur «L'expérience positive des régions autonomes en tant que source d'inspiration pour la résolution des conflits en Europe». «L'autonomie, - souligne le rapport, - permet à un groupe minoritaire au sein d'un Etat d'exercer ses droits, tout en assurant certaines garanties de l'unité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Etat ». Fait intéressant, il a été considéré dans le rapport qu'il y a peu de preuves suggérant que l'autonomie peut être un premier pas vers la sécession. Aujourd'hui, nous constatons que dans certains cas, l'autonomie conduit à des ambitions d'indépendance. Est-ce que cela signifie que l'autonomie est à blâmer? Ou est-ce la façon dont l'autonomie est traitée que nous devons examiner?

Très probablement, l'autonomie est à considérer comme un outil. Et c'est à nous de faire pleinement usage de son potentiel. J'étudie actuellement les dernières conclusions de divers partenaires, notamment l'OCDE, le Comité des régions de l'UE et les rapports de suivi du Congrès et de l'APCE, dans le but d'identifier les facteurs clés qui déterminent le succès de la décentralisation. Ce n'est pas sans raison que toutes ces organisations importantes se penchent aujourd'hui sur ces questions. Et ce n'est pas sans raison que l'un des résultats semble être commun à tous ces rapports.

C'est que l'une des questions les plus difficiles à cerner est la manière dont les consultations sont menées entre les autorités centrales, les autorités locales et d'autres acteurs. À maintes reprises, les experts ont constaté soit l'absence de mécanismes formels de consultation, soit une consultation insuffisante et une utilisation insuffisante des mécanismes existants ou la nature controversée des moyens de consultation et des délais limités. Très souvent, une contribution initiale est demandée, mais il n'y a pas ou peu de retour d'information sur la prise en compte et la manière dont cette donnée a été prise en compte. Les mécanismes pertinents peuvent exister dans la loi, mais ne sont pas bien utilisés dans la pratique. Inversement, il peut y avoir des consultations, mais elles restent sporadiques, car elles ne sont pas institutionnalisées ou juridiquement contraignantes. Ceci - inévitablement - conduit à la frustration et au conflit.

Je suis très intéressé d'entendre vos points de vue. Quels sont selon vous les facteurs clés du succès de la décentralisation? Comment vous assurez-vous que le pouvoir est réparti de manière à permettre aux régions et aux pays de prospérer d'une manière équitable? Que faites-vous pour maintenir des relations efficaces et durables avec les autorités nationales?

## **5. Construire une culture de dialogue - entre et à l'intérieur des pays**

Enfin, j'aimerais également mentionner le rôle de l'éducation. Le Conseil de l'Europe a publié l'année dernière le Rapport sur la situation de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme en Europe. L'une des conclusions du rapport est qu'il existe un manque de sensibilisation à la pertinence de ce type d'éducation dans la vie quotidienne. Cependant c'est par le biais d'une telle éducation, en particulier à l'école, mais aussi tout au long de notre vie, que notre capacité de dialogue se forme et que notre volonté de reconnaître des points de vue divergents est encouragée. Si les écoles échouent dans cette tâche, le fonctionnement des sociétés démocratiques - y compris les processus de décentralisation - est également voué à l'échec.

Est-ce quelque chose que vous traitez dans votre travail quotidien? Pouvons-nous tous faire plus pour soutenir et promouvoir cette éducation dans nos pays?

## **6. Prochaines étapes**

En plus des autorités nationales, le Congrès et l'Assemblée jouent un rôle important dans les domaines susmentionnés. Les mécanismes de décentralisation doivent être développés d'avantage et traduits en lois pertinentes, la culture du dialogue doit être encouragée par l'éducation et la sensibilisation, et nous pouvons tous bénéficier à la fois des réussites et des leçons apprises dans différents pays. Le débat qui aura lieu à l'Assemblée parlementaire en octobre 2018 peut être la prochaine occasion d'attirer l'attention sur nos responsabilités respectives et de proposer des mesures pratiques pour les années à venir.

De votre point de vue, quel peut être un résultat concret de ce débat qui pourrait nous aider à alléger les tensions entre l'identité régionale et l'intégrité de l'État-nation?

## **7. Conclusions**

Pour résumer, au cours des dernières décennies, de nombreuses approches différentes ont été essayées, certaines ont fonctionné et d'autres ont échoué, mais elles nous ont permis d'apprendre des leçons importantes. Le Conseil de l'Europe constitue un forum précieux où ces expériences peuvent être partagées, débattues et transformées en conseils d'action. Le Conseil de l'Europe est une plate-forme unique qui réunit les gouvernements, les parlements, les autorités locales et régionales et les organisations non gouvernementales, avec un objectif commun: promouvoir l'unité entre les États membres et jeter les bases d'une paix durable et d'une prospérité sur le continent européen. Profitons pleinement des opportunités que nous offre le Conseil de l'Europe.

Construisons une Europe où les conflits sont résolus sans violence et où les identités régionales, nationales et autres s'épanouissent côte à côte, sans peur ni haine.

C'est une entreprise ambitieuse pour l'Europe qui est l'objet d'une crise économique et qui est déchirée par les conflits politiques.

Mais cela peut être fait.

Là où il y a une volonté, il y a un moyen.

Je vous remercie.